

Convention collective

**EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE,
D'ÉLEVAGE ET DE MARAÎCHAGE
(FINISTÈRE)**

(22 septembre 1981)

(Étendue par arrêté du 12 mars 1982,
Journal officiel du 8 avril 1982)

AVENANT « SALAIRES » N° 45 DU 26 SEPTEMBRE 2005 (1)

NOR : AGRS0597197M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Finistère,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats FGA-CFDT du Finistère ;

L'union départementale des syndicats CFTC du Finistère ;

L'union départementale des syndicats FO du Finistère ;

L'union départementale de la CFE-CGC du Finistère,

D'autre part,

les représentants patronaux agissant en vertu d'une délibération spéciale de leur syndicat, les représentants ouvriers en vertu des dispositions statutaires de leur organisation, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 17 est modifié comme suit :

Article 17

2. Prime de fin d'année

L'article est rédigé comme suit :

Il est institué pour tous les salariés, ayant 10 mois d'ancienneté consécutifs, une prime qui sera versée au plus tard le 31 décembre de l'année ou par avance en plusieurs paiements telle que par exemple par la mensualisation.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

En cas de présence incomplète dans l'année ou en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, la prime sera versée au prorata du temps de présence avec le solde de tout compte.

Cette prime sera égale à 1/12 du salaire de base de l'année civile augmenté de la rémunération correspondante aux heures supplémentaires, aux heures majorées et aux astreintes.

Il est ajouté en fin d'article les 3 exemples suivants :

Exemple 1

Un salarié, embauché en CDI en juillet de l'année n ne pourra pas prétendre au paiement de la prime de fin d'année de l'année n car il n'aura pas 10 mois d'ancienneté.

Par contre, au 31 décembre de l'année $n + 1$, il remplira cette condition et touchera la prime de fin d'année calculée sur les salaires de base + heures supplémentaires et majorées acquis depuis le 1^{er} janvier de l'année $n + 1$.

Exemple 2

Un salarié ayant 15 ans d'ancienneté quitte l'entreprise au 31 août de l'année n .

En application du 2^e alinéa de l'article, la prime lui sera versée lors de son solde de tout compte. Elle s'élèvera à 1/12 des salaires de base + heures supplémentaires et majorées acquis depuis le 1^{er} janvier de l'année civile n .

Exemple 3

Un salarié embauché en août de l'année n (en CDI ou CDD) ne bénéficie pas de la prime de fin d'année pour l'année n . Dès lors que le contrat se prolonge dans l'année $n + 1$ (exemple départ en juillet de l'année $n + 1$) et qu'il remplit la condition de 10 mois (11 mois d'ancienneté dans l'exemple), il touche la prime de fin d'année calculée conformément aux alinéas 2 et 3.

Article 2

Les organisations patronales et ouvrières signataires du présent avenant conviennent de l'impossibilité de déroger par accord collectif d'entreprise aux dispositions qui sont adoptées dans le cadre de cet avenant.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera remis à chacune des organisations syndicales signataires.

Fait à Quimper, le 26 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)